

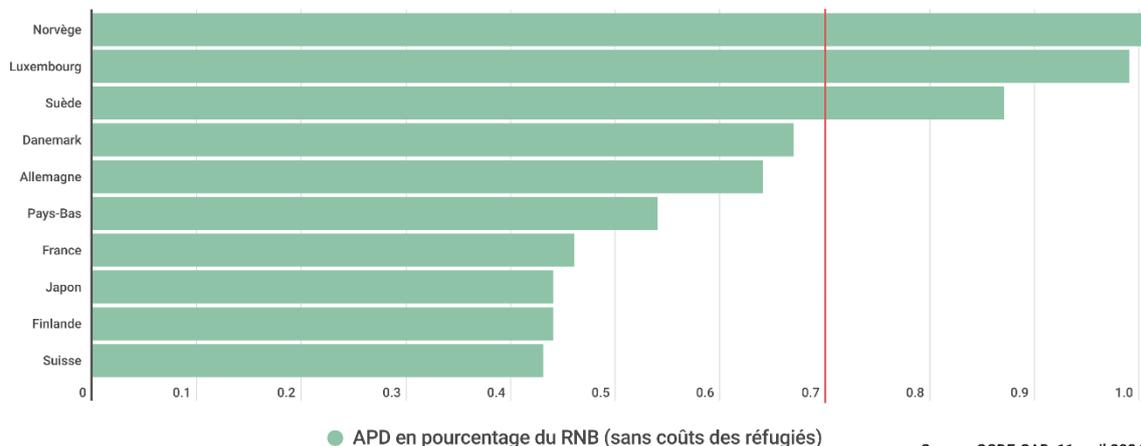
Communiqué de presse d'Alliance Sud du 11 avril 2024

Dépenses de développement : la contribution de la Suisse reste insuffisante

La Confédération affiche sa solidarité au Forum de la coopération internationale (IC Forum) à Bâle, et pourtant, comme par le passé, elle gonfle ses dépenses publiques en faveur du développement. Le chiffre publié par l'OCDE pour l'année 2023 est essentiellement dû aux sommes consacrées à l'asile qui restent sur le territoire national et qui représentent près d'un tiers de « l'aide étrangère » totale. Avec une contribution de 0,43 %, la Suisse manque de beaucoup l'objectif convenu au niveau international de 0,7 % du revenu national brut.

Conformément aux chiffres publiés aujourd'hui par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, l'augmentation de l'aide publique au développement (APD) helvétique résulte notamment des coûts d'hébergement des réfugiés ukrainiens en Suisse, qui [peuvent en toute absurdité être imputés à l'APD](#). En 2023, ils représentaient 28 % des dépenses suisses en faveur du développement. Ces fonds sont certes utilisés pour la protection des personnes en Suisse, mais ils n'ont aucun effet sur la politique de développement et ne favorisent pas la réduction de la pauvreté et des inégalités dans le Sud global.

En comparaison internationale, la Suisse chute à une médiocre dixième place, derrière la Norvège, le Luxembourg, la Suède, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, le Japon et la Finlande.



#SoyonsSolidairesMaintenant

« Il faut désormais plus de solidarité avec les nombreuses personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté et qui courent le risque d'être laissées pour compte. La Suisse doit enfin remplir l'objectif de l'ONU qu'elle a soutenu et consacrer 0,7 % du revenu national brut au financement du développement », tonne Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud. Et voilà que la reconstruction de l'Ukraine devrait également être financée par le budget de la coopération internationale. Dès 2025, l'Ukraine recevrait ainsi plus de moyens financiers que tous les programmes bilatéraux de la DDC en Afrique subsaharienne réunis.

« C'est un scandale : la communauté internationale a du mal à comprendre qu'avec une dette publique de 16 %, la Suisse fait des économies sur le dos des plus démunis », poursuit Andreas Missbach. Une large coalition des milieux de l'éducation, de la recherche, de la société civile et de la culture demande donc une augmentation de la coopération au développement à travers la campagne [#SoyonsSolidairesMaintenant](#).

Pour de plus amples informations :

Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, tél. 031 390 93 30, andreas.missbach@alliancesud.ch

Laura Ebnetter, responsable de la coopération internationale chez Alliance Sud, tél. 031 390 93 32, laura.ebnetter@alliancesud.ch